

Cameroun : Transferts monétaires pour les personnes vulnérables vivant avec le VIH et les populations clés

Enseignements tirés d'une initiative du Programme Alimentaire Mondial et du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida visant à atténuer l'impact de la COVID-19 en Afrique occidentale et centrale

Sommaire

- 2** Contexte
- 4** Piloter un programme de transferts monétaires pour les populations marginalisées en Afrique occidentale et centrale
- 5** L'approche contextualisée du Cameroun
- 8** Une approche centrée sur les personnes : enseignements tirés de l'expérience des bénéficiaires
- 9** Enseignement clé : trouver un juste équilibre entre rigueur et sécurité d'une part et facilité d'accès d'autre part lors de la sélection du prestataire de services financiers
- 11** Retombée inattendue : renforcer la confiance, les capacités et la réputation d'un réseau de personnes vivant avec le VIH
- 12** Principaux enseignements
- 13** Prochaines étapes vers la durabilité
- 14** Références

Contexte

Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale à revenu intermédiaire inférieur qui compte plus de 26 millions d'habitants, dont environ 39 % vivent sous le seuil de pauvreté (1). Classé 153^e sur 189 pays selon l'indice de développement humain en 2019, le pays bénéficie de riches ressources naturelles. Toutefois, un niveau de gouvernance faible freine son développement et sa capacité à attirer les investissements (2). Le Cameroun est également confronté à des crises humanitaires sur trois fronts : l'extrême nord, l'est et les régions du nord et du sud-ouest, où les conflits armés ont provoqué d'importants déplacements internes. Les crises dans ces régions ont affaibli des moyens de subsistance déjà fragiles, réduit l'accès aux services de santé, à l'éducation et aux équipements de base, et compromis la sécurité alimentaire et la nutrition. La pandémie de coronavirus (COVID-19) a aggravé ces difficultés à de multiples niveaux.

La prévalence globale du VIH au Cameroun était de 3 % chez les adultes de 15 à 49 ans en 2020 et on estimait que quelque 500 000 personnes (tous âges confondus) vivaient avec le VIH en 2020, dont 78 % connaissaient leur statut sérologique (3). La prévalence parmi les populations clés est considérablement plus élevée et reflète une épidémie mixte, avec 24,3 % des travailleurs et travailleuses du sexe et 20,7 % des hommes gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes vivant avec le VIH (4). L'accès au traitement antirétroviral (ARV) a augmenté au cours de la dernière décennie et a contribué à une diminution de 47 % des décès liés au sida depuis 2010. Toutefois, la couverture du traitement est nettement plus élevée chez les femmes adultes (80 %) et les hommes adultes (70 %), alors que seulement 35 % des enfants âgés de 0 à 14 ans sont sous ARV. Il existe également une importante disparité en ce qui concerne les nouvelles infections, les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans étant quatre fois plus susceptibles d'être infectées que leurs jeunes hommes. Les actions de prévention combinée, notamment parmi les travailleurs et travailleuses du sexe, ont permis de réduire les nouvelles infections de 57 % au cours de la dernière décennie, mais la persistance de la stigmatisation et de la marginalisation sociale, notamment parmi les hommes gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, et le manque d'accès équitable aux services font qu'il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs nationaux et mondiaux en matière de VIH.

La pandémie de COVID-19 a eu un impact considérable sur la capacité de nombreuses personnes à gagner suffisamment pour couvrir leurs dépenses essentielles, et les personnes vivant avec le VIH, les populations clés et les groupes vulnérables ont été particulièrement touchés. Une récente enquête rapide réalisée avec le soutien du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) en partenariat avec le Réseau ouest-africain des personnes vivant avec le VIH a montré que près de 80 % des personnes vivant avec le VIH en Afrique occidentale avaient rencontré des difficultés à assurer leur subsistance du fait de la pandémie et que 50 % avaient besoin d'une aide financière et alimentaire (5). Si peu d'entre elles ont connu une interruption de l'accès aux antirétroviraux, les restrictions de mouvement, les difficultés de déplacement, la crainte de contracter la COVID-19 et d'autres problèmes de sécurité ont fait qu'environ 20 % des personnes vivant avec le VIH ont dû changer la manière dont elles se procuraient leurs médicaments ou l'endroit où elles les obtenaient. Le système

de santé, faible et en sous-effectif, était également mal équipé pour faire face à la crise, qui est venu s'ajouter à d'autres difficultés existantes, et de nombreuses personnes, notamment les déplacés, ont rencontré des difficultés pour accéder aux soins. Les couvre-feux et les restrictions liés à la pandémie ont été extrêmement éprouvants pour les personnes appartenant aux populations clés, telles que les travailleurs et travailleuses du sexe, les LGBTI et les hommes gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, entravant leur capacité à travailler et à interagir avec leurs pairs. La stigmatisation de ces populations et les accusations régulièrement portées à leur encontre ont aggravé leur vulnérabilité face à l'impact socio-économique de la pandémie, beaucoup d'entre elles et leurs familles ayant du mal à subvenir à leurs besoins essentiels en matière de nourriture, de logement et d'éducation (6).

Bien qu'une aide humanitaire ait été fournie au Cameroun par le Gouvernement, plusieurs organismes des Nations Unies, la Banque mondiale et d'autres partenaires de développement, aucune aide sociale dédiée aux personnes vivant avec le VIH ou aux autres populations vulnérables ou clés pendant la crise de la COVID-19 n'a été fournie. Ces dernières avaient donc besoin d'un soutien urgent.

Carte du Cameroun



- ▶ 39 % de pauvreté
- ▶ 31 % des enfants souffrent de malnutrition chronique
- ▶ 3 % de prévalence du VIH chez les adultes de 15 à 49 ans
- ▶ 500 000 personnes vivant avec le VIH (tous âges confondus)
- ▶ 70 500 travailleurs et travailleuses du sexe (24,3 % de prévalence du VIH)
- ▶ 7 000 hommes gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (20,6 % de prévalence du VIH)
- ▶ 78 % des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique
- ▶ 74 % des personnes vivant avec le VIH sont sous ARV
- ▶ 20 % de couverture de protection sociale
- ▶ Environ 1 033 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays
- ▶ Environ 440 000 réfugiés
- ▶ Environ 40 % des personnes vivant avec le VIH ont un niveau d'éducation ne dépassant pas le primaire
- ▶ 33 % de la population est analphabète
- ▶ Classé 153^e sur 189 pays selon l'indice de développement humain en 2019
- ▶ 17 255 cas d'infection et 391 décès dus à la COVID-19 (au 31 juillet 2020)

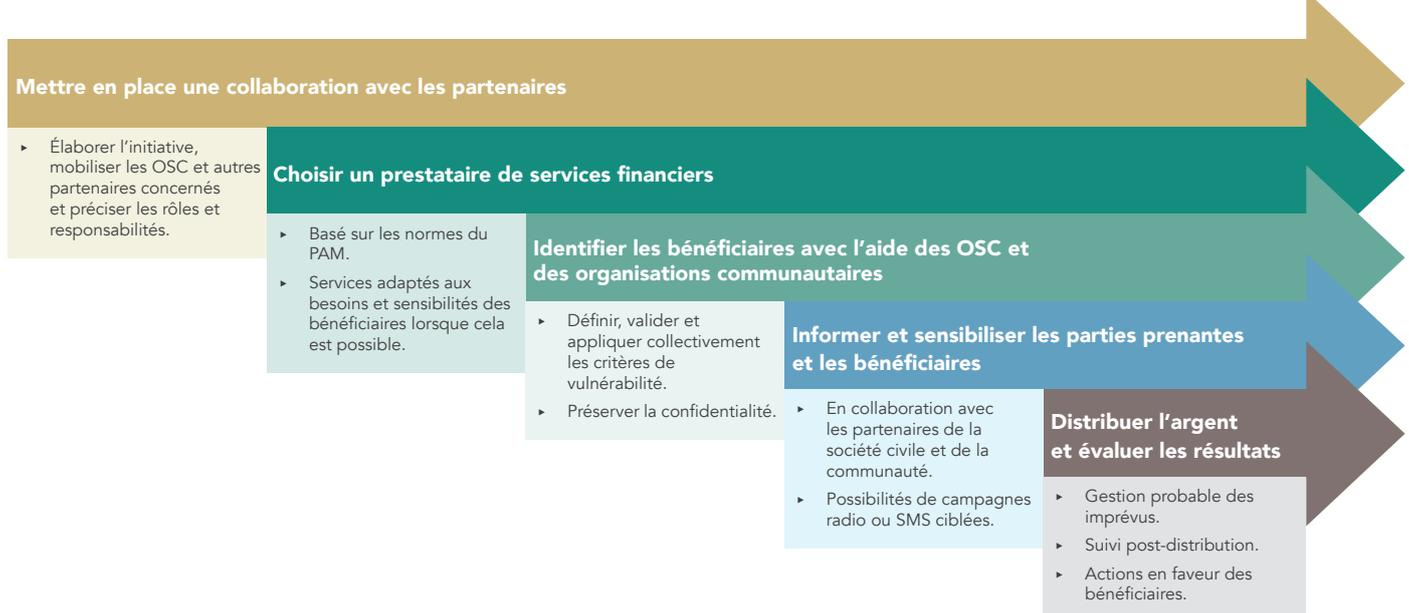
Sources : AIDSinfo, PNUD, HCR, PAM, Banque mondiale, Worldometer

Piloter un programme de transferts monétaires pour les populations marginalisées en Afrique occidentale et centrale

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19 en Afrique occidentale et centrale, et avec le soutien du Grand-Duché de Luxembourg, l'ONUSIDA et le PAM ont lancé en juillet 2020 une initiative rapide ciblant 5 000 ménages composés de personnes vivant avec le VIH ou appartenant aux populations clés, consistant en des transferts monétaires directs et ponctuels sans restriction dans quatre pays prioritaires de la région : Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire et Niger. L'initiative pilote a pris appui sur les résultats de différentes recherches internationales ayant démontré le caractère crucial des programmes de transferts monétaires en tant qu'outils de protection sociale, notamment dans le cadre de crises humanitaires (7, 8). L'initiative visait à démontrer comment de tels programmes pouvaient être mis en œuvre efficacement pour atténuer l'impact socio-économique et psychosocial du VIH et de la COVID-19 parmi les populations particulièrement marginalisées et stigmatisées. Il répondait également aux informations et aux préoccupations partagées par les associations et les réseaux de personnes vivant avec le VIH ou appartenant aux populations clés quant aux conséquences de la pandémie sur le bien-être socio-économique et l'accès aux services.

Bien que les quatre pays aient suivi une stratégie de mise en œuvre similaire, chacun d'eux a contextualisé son approche selon les réalités et les situations locales. Il en est ressorti des pratiques et des modalités quelque peu différentes pour atteindre le même objectif global, à savoir atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les populations vulnérables afin de ne laisser personne de côté, tout en respectant l'ensemble des mesures nationales d'hygiène et de sécurité liées à la pandémie. Parallèlement, tous les pays ont été confrontés à un dilemme commun : trouver un équilibre entre l'urgence de l'action et le contrôle du processus, tout en travaillant dans des contraintes extrêmes de temps et de mouvement.

Mise en œuvre de l'initiative pilote



L'approche contextualisée du Cameroun

Au Cameroun, l'initiative pilote de transferts monétaires a été mise en œuvre dans les 10 régions du pays. Contrairement aux trois autres pays, le Cameroun a inclus, outre les personnes vivant avec le VIH et les populations clés, les jeunes et les femmes vulnérables comme bénéficiaires de l'initiative pilote, compte tenu de la dynamique de l'épidémie nationale.

La mise en œuvre de l'initiative pilote a été le fruit d'une collaboration entre l'ONUSIDA, le PAM et les organisations de la société civile (OSC). Affirmative Action, Care and Health Programme, Horizon Femmes, Presse Jeune Développement et les deux réseaux nationaux de personnes vivant avec le VIH (RECAP+ pour les adultes et RECAJ+ pour les jeunes) ont été mobilisés dès le début et ont participé à toutes les étapes de l'initiative pilote, de sa conception à sa mise en œuvre et au suivi. L'Association camerounaise de planification nationale pour le bien-être familial (CAMNAFAW), un bénéficiaire auxiliaire du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial) responsable des programmes communautaires, a également participé à l'initiative et a servi de liaison supplémentaire avec les OSC et de source d'information et de soutien en nature.

L'ONUSIDA, le PAM et les partenaires ont veillé à ce que la confidentialité des populations clés stigmatisées et marginalisées soit préservée. L'identification des bénéficiaires a été réalisée par les OSC par l'intermédiaire des pairs-éducateurs et des personnes référentes, sur la base de critères de vulnérabilité convenus, notamment des revenus et un réseau social limités. Les listes de bénéficiaires ont été établies par chaque organisation et ont été partagées avec l'administrateur de projet commun désigné à l'ONUSIDA et au PAM pour un contrôle qualité dans de strictes conditions de confidentialité. Les deux personnes référentes ont ensuite consolidé les listes et ont veillé à ce qu'il n'y ait aucune indication du statut sérologique ou d'appartenance à une population clé, ni aucun lien avec l'une quelconque des différentes OSC qui aurait pu révéler le statut des bénéficiaires. Les données sur les bénéficiaires ont ensuite été importées par le PAM dans SCOPE, la plateforme de gestion et de suivi des transferts monétaires et d'information sur les bénéficiaires développée par le PAM et utilisée par différents organismes des Nations Unies pour les programmes de transferts monétaires.

Western Union (WU) a été sélectionné comme prestataire de services financiers sur la base d'un accord international existant avec le PAM et sa couverture nationale. Les bénéficiaires recevaient un SMS (en anglais) les informant du transfert ainsi qu'un numéro de contrôle qu'ils devaient donner au point de vente de la WU pour recevoir l'argent. Les OSC ont également communiqué avec les bénéficiaires par téléphone portable et par SMS afin de leur donner des détails sur le transfert et s'assurer qu'ils comprenaient la procédure. Le message général du PAM était que l'aide était destinée à l'achat de produits alimentaires pour couvrir les besoins nutritionnels. Toutefois, les organisations et les réseaux de la société civile ont communiqué aux bénéficiaires qu'ils devaient utiliser l'argent pour leurs besoins essentiels.

Résultats du Cameroun

Bénéficiaires des transferts monétaires	Localisation géographique	Montant du transfert	Accès aux fonds	Utilisation des fonds
<p>952 individus pour le même nombre de ménages.</p> <p>493 adultes vivant avec le VIH, 85 adolescents ou enfants vivant avec le VIH, 91 travailleurs et travailleuses du sexe, 121 hommes gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes ou transgenres, 160 adolescentes et jeunes femmes.</p>	<p>Les bénéficiaires provenaient des 10 régions du pays.</p>	<p>76 000 francs CFA (136 dollars des É.-U.).</p>	<p>Bien qu'il y ait eu suffisamment de points de vente de la WU, près de 18 % des bénéficiaires ont eu des difficultés à recevoir leur argent.</p>	<p>Les bénéficiaires ont déclaré avoir utilisé leur transfert monétaire pour l'alimentation et des activités génératrices de revenus. Le suivi se poursuivra au début de l'année 2021.</p>

Source : Rapport d'évaluation PAM et ONUSIDA réalisé en collaboration avec les partenaires de la société civile, juin 2021.

Adopter une approche centrée sur les personnes

STRATÉGIE	APPROCHE AU CAMEROUN	ENSEIGNEMENTS ET RÉSULTATS
<p>METTRE EN PLACE ET RENFORCER LA COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES CLÉS</p>	<ul style="list-style-type: none"> L'ONUSIDA et le PAM ont travaillé avec Affirmative Action, Care and Health Programme, Horizon Femmes, Presse Jeune Développement ainsi qu'avec les réseaux de personnes vivant avec le VIH (RECAP+ et RECAJ+). La collaboration avec CAMNAFAW, bénéficiaire auxiliaire du Fonds mondial, a permis d'apporter un soutien en nature aux OSC également bénéficiaires auxiliaires du Fonds mondial dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative. 	<ul style="list-style-type: none"> Relations entre tous les partenaires renforcées. Confirmation des niveaux élevés de confiance des populations vulnérables et d'accès auprès d'elles que les OSC partenaires jouissent. Amélioration de la réputation et de la crédibilité de ReCAP+, qui avait récemment rencontré des difficultés à mobiliser le soutien des personnes vivant avec le VIH. Moyens innovants et stratégiques pour mobiliser le soutien en nature d'autres partenaires comme CAMNAFAW et les donateurs.
<p>CHOISIR LE PRESTATAIRE DES SERVICES FINANCIERS ET LES MODALITÉS</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les transferts monétaires ont été effectués par WU, en raison de sa relation existante avec le PAM et la présence de points de vente dans tout le pays. 	<ul style="list-style-type: none"> La rigueur de la procédure ainsi que la nécessité d'une précision absolue pour les données et des cartes d'identité nationales spécifiques ont eu pour effet que certains des bénéficiaires les plus vulnérables n'ont pu participer à l'initiative et que plus de 250 bénéficiaires ont du subir des retards et s'y prendre à plus d'une reprise pour récupérer leur argent. 4 % des bénéficiaires n'ont pas récupéré leurs transferts monétaires (42 individus). La sécurité des transferts était assurée : aucune possibilité de fraude ou d'extorsion.

IDENTIFIER LES BÉNÉFICIAIRES LES PLUS VULNÉRABLES	<ul style="list-style-type: none"> • Les personnes référentes et les pairs éducateurs des OSC ont identifié les bénéficiaires sur la base de critères de vulnérabilité convenus. • Les bénéficiaires étaient des personnes vulnérables vivant avec le VIH (jeunes et adultes), des personnes appartenant aux populations clés et des jeunes femmes. • Sur les 1 361 personnes initialement identifiées par les OSC et organisations communautaires partenaires, 994 ont finalement été retenues sur la liste des bénéficiaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • WU exigeant des informations précises, plusieurs allers-retours avec les bénéficiaires étaient nécessaires pour s'assurer que tous les noms, numéros, etc. étaient parfaitement exacts. • Les contraintes de temps et les craintes de stigmatisation et de discrimination, tant chez les personnes vivant avec le VIH que celles appartenant aux populations clés, ainsi que la complexité de l'outil SCOPE ont fait que certaines données n'ont pu être recueillies pendant le programme. • L'importance de maintenir une stricte confidentialité a été reconnue.
INFORMER ET SENSIBILISER LES PARTIES PRENANTES ET LES BÉNÉFICIAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • Les OSC, avec le soutien de l'ONUSIDA et de CAMNAFAW, ont joué un rôle de premier plan dans la diffusion de l'information, la sensibilisation et le soutien des bénéficiaires sur la procédure pour encaisser les fonds. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les bénéficiaires n'étaient pas toujours informés ni du montant ni des modalités du transfert, ce qui a créé une certaine confusion, mais les relations étroites ont permis des clarifications rapides. • Les OSC ont mis en place divers mécanismes de communication avec les bénéficiaires via WhatsApp, SMS et courrier électronique pour garder une trace écrite de la réception des fonds. • Une bonne communication dans les deux sens avec l'ONUSIDA a permis aux OSC de partager rapidement les difficultés rencontrés par les bénéficiaires et de prendre des mesures en temps utile. Malgré tout, des retards ont été observés et l'accord ONUSIDA-PAM a été prolongé deux fois.
PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ	<ul style="list-style-type: none"> • La liste des bénéficiaires a été consolidée, revue et validée avant d'être envoyée à WU. Aucun nom ni aucune information confidentielle concernant l'identité des bénéficiaires n'a été transmis, seulement des données codées permettant d'effectuer le transfert monétaire. Aucune information n'a été fournie sur la raison du transfert. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les bénéficiaires ont récupéré leur argent en utilisant leurs identifiants et leurs noms. • Pour les bénéficiaires qui n'avaient pas de carte d'identité nationale ou qui étaient âgés de moins de 18 ans, les parents ont pu récupérer l'argent. • Les populations clés et leurs OSC ont été rassurées quant au respect de la confidentialité.
ÉVALUER LES RÉSULTATS	<ul style="list-style-type: none"> • Peu d'informations sur l'utilisation du soutien financier ont pu être obtenues pendant le programme. Par conséquent, le suivi et la documentation se poursuivra au début de l'année 2021 en collaboration avec les partenaires sur les fonds de l'ONUSIDA. Les OSC et les organisations communautaires joueront un rôle de premier plan dans le recueil des données par le biais d'entretiens avec les bénéficiaires et produiront un rapport sur l'impact du programme et les enseignements tirés. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'intérêt de poursuivre le suivi participatif et la documentation après le programme a été rapidement reconnu du fait du peu d'informations obtenues pendant la mise en œuvre sur l'utilisation réelle des fonds par les bénéficiaires et les effets sur eux-mêmes et leur ménage. • L'ONUSIDA a contribué des fonds supplémentaires provenant d'autres sources pour établir des accords de subventions de faible envergure avec chacune des cinq organisations communautaires afin de réaliser l'évaluation et de produire des rapports et des supports de sensibilisation dans le but de servir de base à la reproduction et la transposition de l'initiative pilote à plus grande échelle à l'avenir.

Source : Entretiens à distance avec les administrateurs, les bénéficiaires et les informateurs clés du programme.

Une approche centrée sur les personnes : enseignements tirés de l'expérience des bénéficiaires

Parice, 33 ans, est membre fondateur de Positive Vision, la première association de femmes transgenres au Cameroun. Elle reçoit un accompagnement de la part d’Affirmative Action. Elle vit avec son frère et sa sœur cadets à Yaoundé. Elle était atteinte de la fièvre typhoïde lorsqu’elle a été identifiée et a été immensément reconnaissante pour l’aide reçue, déclarant que : « L’aide est arrivée au bon moment ». Les tentatives répétées de Parice ainsi que le temps qu’il lui a fallu pour encaisser l’argent témoignent de la nécessité d’une meilleure communication avec le prestataire de services financiers ainsi que d’une sensibilisation et d’un accompagnement plus importants des bénéficiaires lors de l’enregistrement des données et du versement de l’argent.

Expérience des bénéficiaires

IDENTIFICATION

Parice a été identifiée par la personne référente d’Affirmative Action qui était bien au courant de sa situation et de son hospitalisation puisqu’ils soutiennent son association. Elle n’a eu à donner que son nom et son numéro de téléphone.

SENSIBILISATION

Parice a été informée de l’existence d’une aide substantielle, mais elle s’attendait à des produits alimentaires, ce qu’elle recevait habituellement. Elle a d’abord été surprise par le SMS du PAM et pensait qu’il pouvait s’agir d’un canular mais, après en avoir parlé à ses pairs et à Affirmative Action, elle était rassurée.

MONTANT DU TRANSFERT

Parice n’a appris le montant du transfert qu’au moment de la réception du SMS et c’est à ce moment qu’elle a réalisé que cela pouvait être l’occasion de lancer une activité génératrice de revenus durables.

ACCÈS

Parice s’est rendue à quatre reprises dans différentes agences WU à Yaoundé avant de trouver un guichetier qui acceptait de lui laisser encaisser l’argent car, sur leur liste, son nom et son prénom avaient été inversés. Il lui a fallu une journée entière pour récupérer l’argent.

UTILISATION DE L'ARGENT

Parice a donné une petite somme au guichetier afin de le remercier d’avoir fait une exception, puis elle a payé ses frais d’hospitalisation et a utilisé le reste pour acheter des produits alimentaires (arachides, tapioca, poisson séché, etc.) pour démarrer un petit commerce de rue.

SUIVI

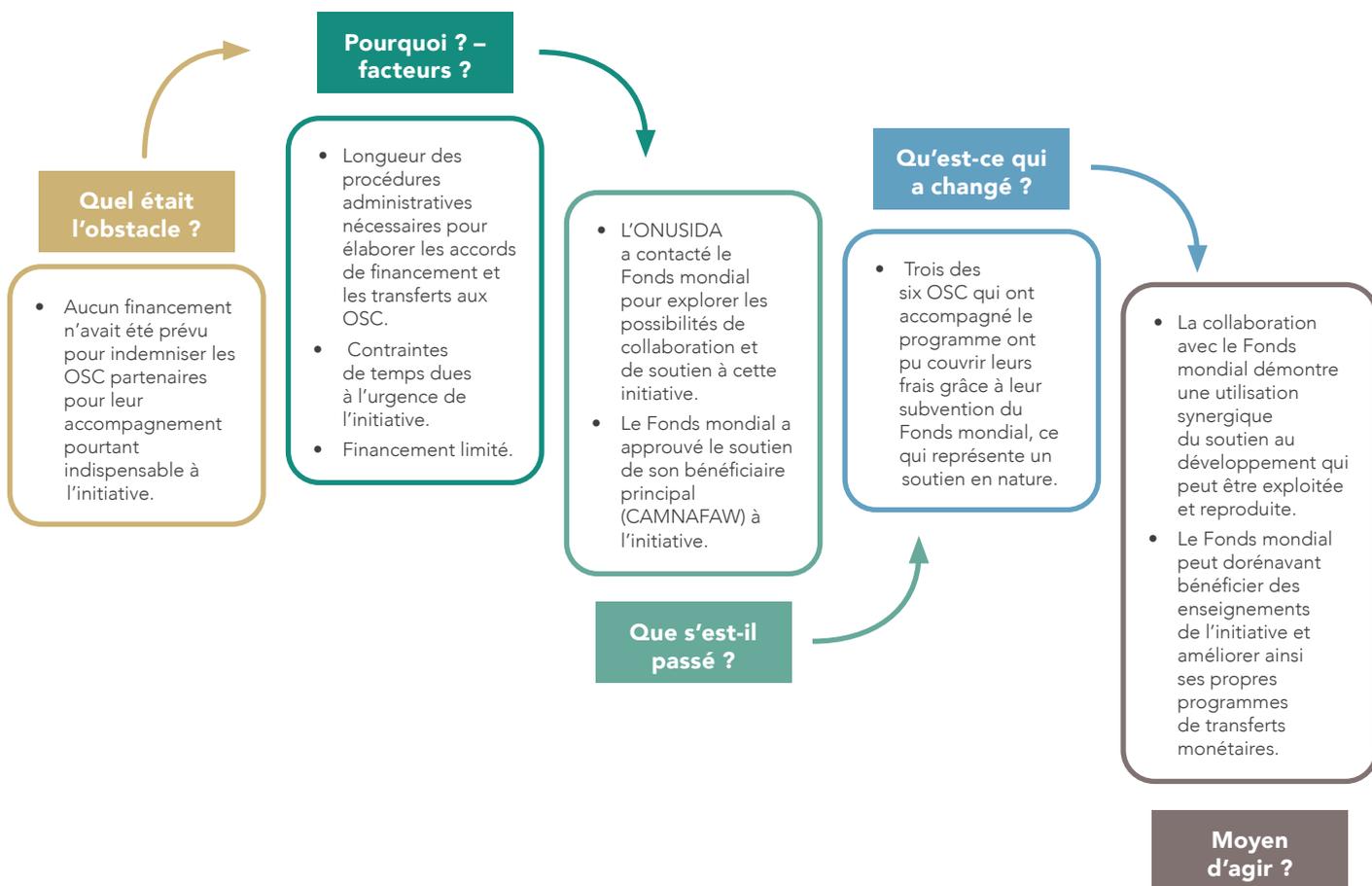
Parice a été priée à l’avance, par SMS, de transmettre à Affirmative Action des photos des reçus WU pour leur transmission à l’ONUSIDA, et de les avertir si elle rencontrait des difficultés à récupérer l’argent. Affirmative Action a également demandé des informations sur la manière dont l’aide a été utilisée.

Enseignement clé : trouver un juste équilibre entre rigueur et sécurité d'une part et facilité d'accès d'autre part lors de la sélection du prestataire de services financiers

Les difficultés rencontrées par certains bénéficiaires au Cameroun pour encaisser leur transfert monétaire soulignent à nouveau l'importance cruciale de veiller à ce que la sélection du prestataire de services financiers soit conforme aux objectifs de l'initiative et réponde aux besoins et aux particularités des bénéficiaires. Cependant, le choix est souvent limité, surtout si les transferts monétaires doivent être effectués sur l'ensemble du territoire, comme cela a été le cas au Cameroun. Le PAM n'est pas actif sur le plan opérationnel dans tout le Cameroun. Les contrats conclus avec différents prestataires de services financiers locaux ne sont valables que pour certaines régions du pays. Compte tenu du calendrier serré de l'initiative pilote, il était exclu de rouvrir les négociations avec les prestataires de services financiers pour couvrir des régions supplémentaires. En outre, la portée de l'opération était relativement limitée et ponctuelle. Par conséquent, il n'aurait pas été rentable de s'engager avec un nouveau prestataire de services financiers. WU a été sélectionné parce que l'accord international conclu avec le PAM était en mesure de faciliter la distribution d'argent en temps voulu aux bénéficiaires vulnérables vivant avec le VIH dans l'ensemble du pays.

Toutefois, l'un des principaux obstacles était que WU exigeait une carte d'identité nationale, un récépissé de carte d'identité ou un passeport pour que les bénéficiaires puissent récupérer leur argent. Or, tous les bénéficiaires de la liste initiale ne détenaient pas ces documents d'identité. Cela était notamment le cas pour les jeunes qui n'étaient pas non plus autorisés à effectuer des transactions financières par eux-mêmes s'ils avaient moins de 18 ans. Ces exigences et règlements s'appuient sur la politique de la Banque centrale en matière de transactions financières et ne sont pas spécifiques à WU. En effet, il est très important que les données soient précises lors de la procédure d'enregistrement des bénéficiaires pour des raisons d'assurance qualité et de conformité mais tous les partenaires n'étaient pas pleinement conscients du soin et de la précision requis. Cela a entraîné de nombreux allers-retours avec les OSC, tant pour la saisie que pour la mise en conformité des données afin de résoudre toute incohérence, même mineure, dans l'orthographe ou l'ordre des noms. Bien que longues et fastidieuses, ces corrections étaient essentielles pour que les bénéficiaires puissent recevoir leur soutien financier. Certains prestataires de services financiers nationaux, avec lesquels les OSC avaient travaillé en d'autres occasions, appliquent apparemment de manière moins stricte les dispositions réglementaires. Par conséquent, il est recommandé d'étudier la possibilité d'avoir recours à un autre prestataire de services financiers dans l'éventualité où l'initiative serait reproduite au profit de bénéficiaires similaires qui pourraient ne pas avoir les papiers d'identité requis. Le PAM utilise également *mobile money* (MoMo) pour les transferts monétaires, et bien que des exigences similaires en matière d'identité existent pour l'enregistrement des portefeuilles MoMo, cela constitue une autre solution pour davantage de flexibilité. Cette possibilité doit être explorée, en particulier lorsque les bénéficiaires disposent déjà de leurs propres comptes MoMo et de leurs propres téléphones, mais des mesures supplémentaires pour prévenir la fraude et garantir l'obligation de rendre des comptes pourrait devoir être prises.

De l'obstacle au moyen d'agir : utiliser le potentiel du soutien en nature par l'intermédiaire d'autres partenaires



Distribution de transferts monétaires © PAM

Retombée inattendue : renforcer la confiance, les capacités et la réputation d'un réseau de personnes vivant avec le VIH

Le réseau de personnes vivant avec le VIH, ReCAP+, a collaboré avec l'ONUSIDA en s'appuyant sur leur relation préexistante. Bien que le manque de financement ait constitué un sérieux défi, elle était consciente de la nécessité d'accompagner l'initiative et a souhaité apporter sa contribution de toutes les manières possibles. ReCAP+ s'est réjoui du soutien apporté aux communautés desservies, mais a également été le témoin d'une retombée inattendue : les bénéficiaires identifiés à travers le réseau ont exprimé une grande satisfaction et plusieurs d'entre eux ont payé leurs cotisations en souffrance. ReCAP+ a également été reconnu pour son travail, et sa réputation comme sa crédibilité en tant qu'organisation capable de fournir des résultats se sont renforcées. Le renforcement des capacités des OSC, la mise en valeur de leur rôle au sein des communautés et la contribution à leur notoriété constituent une valeur ajoutée essentielle de l'initiative qui ne doit pas être sous-estimée.



Bénéficiaire identifié par ReCAP+
© ReCap+

« JE SUIS TRÈS RECONNAISSANTE POUR CETTE AIDE. JE L'AI UTILISÉE POUR PAYER MES COURS DE COUTURE ET POUR ACHETER UNE MACHINE À COUDRE AFIN DE LANCER MA PROPRE ENTREPRISE. J'AI ÉGALEMENT PU AIDER MA MÈRE QUI A PERDU SON EMPLOI À CAUSE DE LA PANDÉMIE. »

Fanta, femme de 23 ans vivant à Douala avec sa mère et sa jeune sœur.

Principaux enseignements

L'expérience du Cameroun, comme celle des autres pays pilotes, a permis de tirer d'importants enseignements sur la manière de mettre efficacement en œuvre des programmes de transferts monétaires destinés aux personnes vulnérables et marginalisées vivant avec le VIH ou appartenant aux populations clés. Ces enseignements concernent l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de l'initiative pilote et ont pour objet de servir de base à la reproduction et l'élargissement des mesures de protection sociale et de transferts monétaires inclusifs au Cameroun et dans toute la région.

- ▶ **Veiller à une compréhension commune des conditions préalables aux transferts monétaires.**
 - » Pour assurer la réussite de telles initiatives, il est essentiel d'avoir une connaissance et une compréhension communes des conditions préalables aux transferts monétaires. Les conditions préalables comprennent une bonne compréhension des modalités (mécanismes de transfert, exigences des prestataires de services financiers en matière de paiements, etc.) et des données minimales requises par les prestataires sur les bénéficiaires traiter des transactions.
- ▶ **Mobiliser les OSC en tant que partenaires dès le début.**
 - » Une collaboration et une communication étroites avec les OSC dès le début du projet pilote ainsi que leur association à toutes les étapes ont permis de garantir une communication fluide avec les bénéficiaires et le respect de leur confidentialité.
- ▶ **Veiller à ce que suffisamment de temps, de personnes et de soutien soient consacrés pour guider les organisations communautaires et identifier, enregistrer et sensibiliser les bénéficiaires.**
 - » L'initiative pilote a révélé que l'identification des personnes les plus vulnérables est souvent complexe et nécessite beaucoup de temps et d'efforts. Bien que les OSC aient un accès privilégié, des difficultés quant aux déplacements, à l'absence de documents d'identité valides, aux coordonnées téléphoniques inexactes, aux problèmes de connexion, entre autres, sont récurrents.
 - » Il est nécessaire de renforcer les capacités des OSC à soutenir leurs pairs sur le long terme, et de fournir des outils et des formations pour faciliter la sélection des plus vulnérables.
- ▶ **Veiller à ce que la participation des OSC bénéficie d'un soutien financier, même si c'est par l'intermédiaire d'autres partenaires.**
 - » Si toutes les OSC impliquées n'ont pas pu être indemnisées pour leur accompagnement, une collaboration inédite avec d'autres partenaires financiers a permis d'obtenir au moins une partie du soutien en nature. À l'avenir, toutes les OSC devraient recevoir un soutien financier pour leurs accompagnements, notamment pour passer des appels et pour leurs déplacements pour atteindre et suivre les bénéficiaires.

- ▶ **Identifier les meilleures modalités pour les transferts monétaires et le meilleur prestataire de services financiers selon le contexte local et les critères convenus.**
 - » Il est nécessaire de trouver le juste équilibre entre la sécurité des transferts monétaires et l'accès des bénéficiaires aux prestataires de services financiers. Les attentes et les exigences doivent être précises et comprises par tous dès le départ.
- ▶ **Créer les conditions favorables pour des retombées positives à plus long terme grâce à des transferts monétaires polyvalents et à une approche centrée sur les personnes, avec le renforcement des capacités et la communication adéquats.**
 - » Le fait que l'aide ait été apportée en espèces a permis à un grand nombre de bénéficiaires de lancer des activités génératrices de revenus et de couvrir un large éventail de besoins, notamment les dépenses scolaires, alimentaires et de santé. Ils étaient convaincus que cette démarche leur donnait plus de moyens et répondait mieux à leurs besoins que l'aide alimentaire traditionnelle.

Prochaines étapes vers la durabilité

- ▶ Poursuivre le suivi et l'évaluation en partenariat avec les organisations communautaires afin de déterminer les effets à plus long terme de l'initiative pilote, tout en renforçant les capacités des communautés à mettre en place des mécanismes participatifs de suivi et d'évaluation.
- ▶ Partager les enseignements tirés de l'initiative pilote, notamment avec le Fonds mondial et d'autres acteurs qui mettent en œuvre des programmes de transferts monétaires pour les populations vulnérables, notamment le groupe de travail national sur les transferts monétaires et le CALP Network.
- ▶ Renforcer le dialogue avec le Gouvernement et les autres partenaires, et plaider pour l'inclusion délibérée de ces populations vulnérables et marginalisées dans des programmes de filets de protection sociale de plus grande envergure, en tenant compte de leurs besoins spécifiques et du potentiel des transferts monétaires polyvalents pour y répondre.
- ▶ Explorer la possibilité de mener une évaluation nationale du VIH et de la protection sociale afin de contribuer à renforcer la protection sociale sensible au VIH au Cameroun.

Références

1. PAM. Cameroun. Août 2020 (<https://www.wfp.org/countries/cameroon>) [en].
2. Programme des Nations Unies pour le développement. Dernier classement de l'indice de développement humain, 2020 (<http://hdr.undp.org/en/content/latest-human-development-index-ranking>) [en].
3. Estimations épidémiologiques de l'ONUSIDA, 2021. Fiches d'information pays AIDSINFO (<https://aidsinfo.unaids.org/>) [en].
4. Université Johns Hopkins, Metabiota Cameroun, CARE USA, National AIDS Coordinating Council. 2016 integrated biological and behavioral surveillance survey among key populations in Cameroon, 2017 (http://onsp.minsante.cm/sites/default/files/publications/245/IBBS2016_preliminaryreport_final_Mar2017_linked.pdf) [en].
5. Analyse régionale des enquêtes de pays sur la situation et les besoins des personnes vivant avec le VIH pendant la pandémie de COVID-19. ONUSIDA et NAP+, 2021. Regional analysis Situation and needs of PLHIV in WCA [en].
6. ONUSIDA, Droits en cas de pandémie, Genève, 2020 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/rights-in-a-pandemic_fr.pdf).
7. Ali, A., Doing cash differently How cash transfers can transform humanitarian aid Report of the High Level Panel on Humanitarian Cash Transfers. ODI Centre for Global Development, 2015 (<https://www.cgdev.org/sites/default/files/HLP-Humanitarian-Cash-Transfers-Report.pdf>) [en].
8. Bastagli, F., Hagen-Zanker, J., Harman, L., Barca, V., Sturge, G., Schmidt, T., & Pellerano, L. Cash transfers: what does the evidence say? A rigorous review of programme impact and of the role of design and implementation features. ODI, 2016 (<https://odi.org/en/publications/cash-transfers-what-does-the-evidence-say-a-rigorous-review-of-impacts-and-the-role-of-design-and-implementation-features/>) [en].
9. HCR, Fiche d'information sur le Cameroun, février 2021, (<https://data.unhcr.org/fr/documents/details/85653>).
10. Worldometer, Cas de coronavirus au Cameroun, 2020 (<https://www.worldometers.info/coronavirus/country/cameroon/>) [en].

© Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), 2022.

Certains droits réservés. Cet ouvrage est mis à disposition sous la licence Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Internationales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO) accessible à l'adresse suivante : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>.

Selon les termes de cette licence, vous êtes autorisé-e à copier, redistribuer et adapter l'œuvre à des fins non commerciales, à condition que l'œuvre soit correctement citée, comme indiqué ci-dessous. Toute utilisation de cette œuvre ne doit jamais laisser entendre que l'ONUSIDA soutient une organisation, des produits ou des services spécifiques. L'utilisation du logo de l'ONUSIDA n'est pas autorisée. Si vous adaptez l'œuvre, vous devez diffuser votre œuvre en utilisant la même licence Creative Commons ou une licence équivalente. Si vous traduisez cette œuvre, vous devez ajouter la clause de non-responsabilité suivante ainsi que la citation suggérée : « Cette traduction n'a pas été réalisée par l'ONUSIDA. L'ONUSIDA n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. La version originale en anglais est la version contraignante et authentique. ».

Toute médiation relative à des litiges découlant de la licence sera menée conformément au règlement de médiation de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<https://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules/index.html>).

Citation suggérée. Cameroun : Transferts monétaires pour les personnes vulnérables vivant avec le VIH et les populations clés. Genève, Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida, 2022.
Licence : CC BY-NC-SA 3.0 Organisations Internationales.

Matériel tiers. Si vous souhaitez réutiliser du matériel de cette œuvre qui est attribué à un tiers, par exemple des tableaux, des chiffres ou des illustrations, il vous incombe de déterminer si vous avez besoin d'une autorisation pour le réutiliser et d'obtenir le cas échéant l'autorisation du ou de la titulaire du droit d'auteur. Le risque de réclamations suite à une violation d'un élément appartenant à un tiers dans le cadre de l'œuvre incombe exclusivement à l'utilisateur ou l'utilisatrice.

Les désignations utilisées et la présentation du matériel dans la présente publication n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part de l'ONUSIDA concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région ou de ses autorités, ni la délimitation de ses frontières ou de ses limites. Les lignes pointillées sur les cartes représentent des limites approximatives pour lesquelles il n'y a peut-être pas encore d'accord définitif.

La mention d'entreprises spécifiques ou de produits de certains fabricants n'implique pas que l'ONUSIDA les approuve ou les recommande par rapport à d'autres de nature similaire qui ne sont pas mentionnés. Sauf erreurs et omissions, les noms des produits déposés ou brevetés sont identifiables, car ils commencent par une majuscule.

Toutes les précautions raisonnables ont été prises par l'ONUSIDA pour vérifier les informations contenues dans cette publication. Toutefois, le matériel publié est distribué sans garantie de quelque nature que ce soit, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation du matériel incombe au lecteur ou à la lectrice. L'ONUSIDA ne pourra en aucun cas être tenue responsable des dommages résultant de son utilisation.





ONUSIDA
Programme commun des
Nations Unies sur le VIH/sida

20 Avenue Appia
1211 Genève 27
Suisse

+41 22 791 3666

unaids.org